



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES ÉDITION MAI 2019

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active au T4 2018. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. En moyenne au T1 2019, le département compte 68 400 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 0,6 % par rapport au T4 2018 (- 400 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 103 110, en baisse de 0,2 % par rapport au T4 2018 (- 200 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 300 (-0,1 % par rapport au T4 2018, soit - 70 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 52 820 (-0,2 % par rapport au T4 2018, soit - 120 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 810 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-0,1 % par rapport au T4 2018, soit - 10 demandeurs d'emploi) et 30 600 seniors de 50 ans et plus (+0,3 % par rapport au T4 2018, soit + 100 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 45 300, en baisse de 0,2 % par rapport au T4 2018 (- 100 demandeurs d'emploi).

A la fin du T4 2018, les Alpes-Maritimes comptent 402 115 salariés, soit 382 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 393 844 (-0,1 %, soit - 232 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 8 271 (-1,8 %, soit - 150 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 30 651 emplois salariés y compris intérim, en baisse de 127 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,4 %) : -13 emplois hors intérim et -114 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés y compris intérim s'établit à 24 584, en hausse de 37 (+0,2 %) : -19 emplois hors intérim et +56 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 218 471, en baisse de 492 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,2 %) : -427 emplois hors intérim et -65 emplois intérimaires.

Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 634 CUI/PEC et 280 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2018 (soit respectivement - 227 et - 65 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T4 2018, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 1 339 bénéficiaires de CUI/PEC et 428 bénéficiaires de CDDI (respectivement - 576 et - 75 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2018 à février 2019, le département enregistre 3 976 contrats d'apprentissage, soit 254 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	9,4 %	T4 2018	-0,3 pt	T3 2018	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A*	68 400	T1 2019	-400	T4 2018	
Hommes	34 370	T1 2019	-270	T4 2018	
Femmes	34 030	T1 2019	-130	T4 2018	
Moins de 25 ans	7 570	T1 2019	-50	T4 2018	
50 ans et plus	20 860	T1 2019	-30	T4 2018	
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C*	103 110	T1 2019	-200	T4 2018	
Hommes	50 300	T1 2019	-70	T4 2018	
Femmes	52 820	T1 2019	-120	T4 2018	
Moins de 25 ans	10 810	T1 2019	-10	T4 2018	
50 ans et plus	30 600	T1 2019	+100	T4 2018	
Inscrits depuis un an ou plus	45 300	T1 2019	-100	T4 2018	
Inscrits depuis deux ans ou plus	24 520	T1 2019	+360	T4 2018	
Entrées	10 340	T1 2019	+140	T4 2018	
Sorties	10 400	T1 2019	+150	T4 2018	
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié**	402 115	Fin T4 2018	-382	Fin T3 2018	
Agriculture, sylviculture et pêche	912	Fin T4 2018	+3	Fin T3 2018	
Industrie y compris intérim	30 651	Fin T4 2018	-127	Fin T3 2018	Insee, Acoss-Urssaf, Dares
Construction y compris intérim	24 584	Fin T4 2018	+37	Fin T3 2018	
Tertiaire marchand y compris intérim	218 471	Fin T4 2018	-492	Fin T3 2018	
Tertiaire non marchand y compris intérim	127 497	Fin T4 2018	+197	Fin T3 2018	
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion/parcours emploi compétences (CUI/PEC)***	634	T4 2018	-227	T4 2017	
Stock de bénéficiaires de CUI/PEC	1 339	Fin T4 2018	-576	Fin T4 2017	ASP
Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)	280	T4 2018	-65	T4 2017	
Stock de bénéficiaires de CDDI	428	Fin T4 2018	-75	Fin T4 2017	
Nouveaux contrats d'apprentissage	3 976	Campagne juin 2018 - février 2019	+254	Campagne juin 2017 - février 2018	Chambres consulaires, Dirccte Paca, Dares

* Voir avertissement page 2

** Voir avertissement page 7

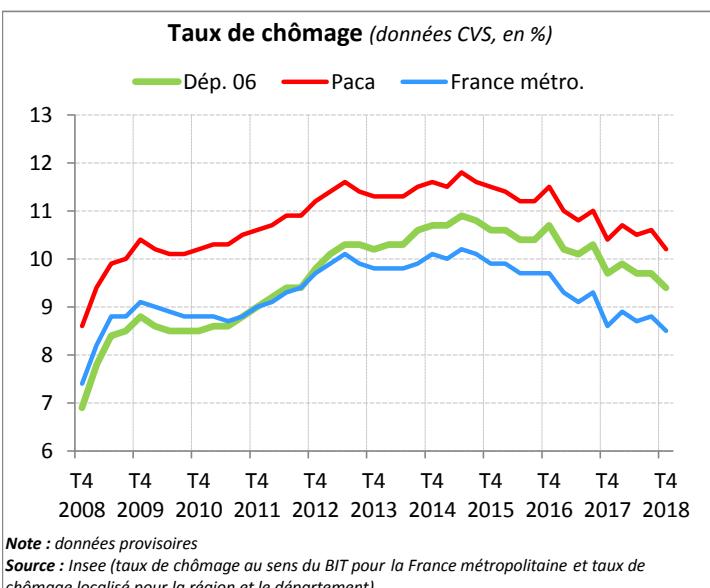
*** Voir avertissement page 9

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes en âge de travailler en emploi et au chômage). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Avertissement : depuis 2018, la publication Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. La moyenne trimestrielle est la somme des effectifs pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Taux de chômage

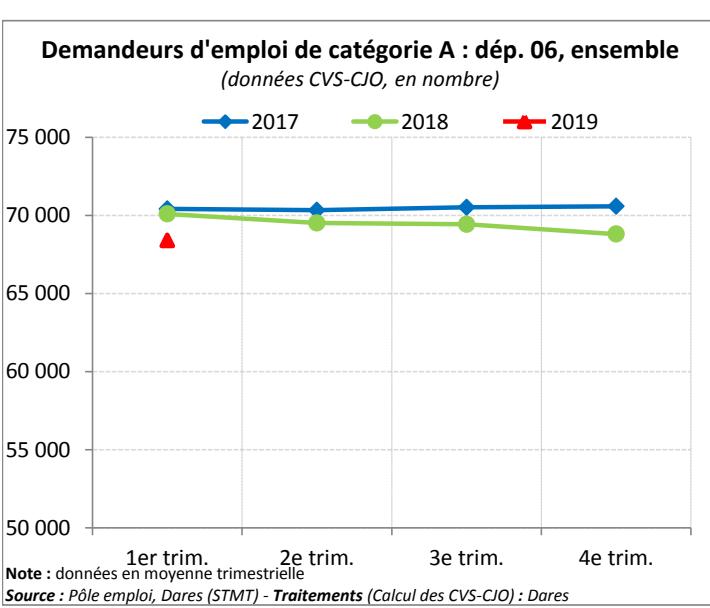


- Au T4 2018, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,3 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,2 % de la population active au T4 2018. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,4 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,5 % de la population active au T4 2018. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,1 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi

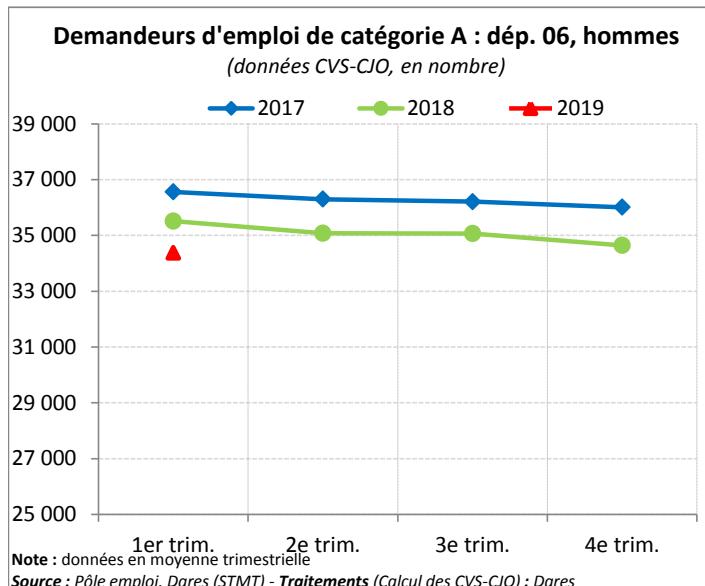


- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 68 400. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,6 % (-400 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,4 % (-1 690 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 321 220 en moyenne au T1 2019, soit une baisse de 0,4 % par rapport au T4 2018 (-1 420 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,6 % sur un an (-5 100 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit en moyenne à 3 391 900 au T1 2019, soit une baisse de 0,7 % par rapport au T4 2018 (-24 230 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,5 % sur un an (-53 070 demandeurs d'emploi).

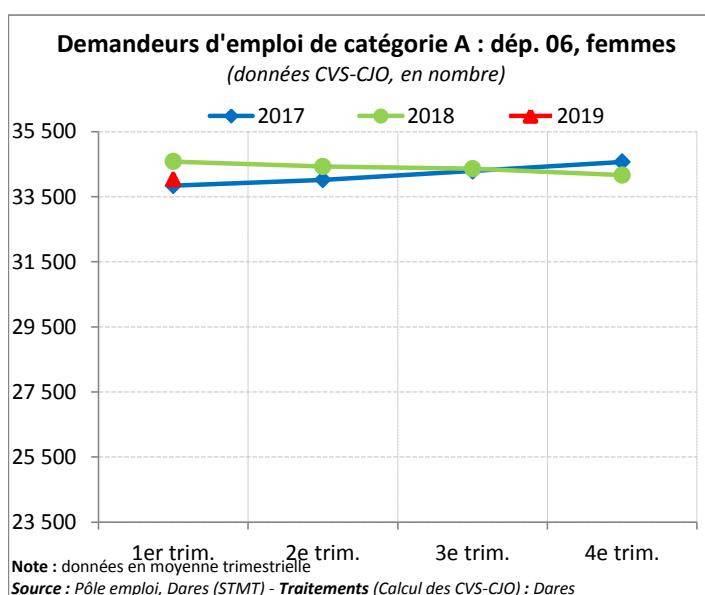
Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 34 370. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,8 % (- 270 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,2 % (-1 140 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 161 860 au T1 2019, soit une baisse de 0,7 % par rapport au T4 2018 (-1 150 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,3 % sur un an (-3 870 demandeurs d'emploi).

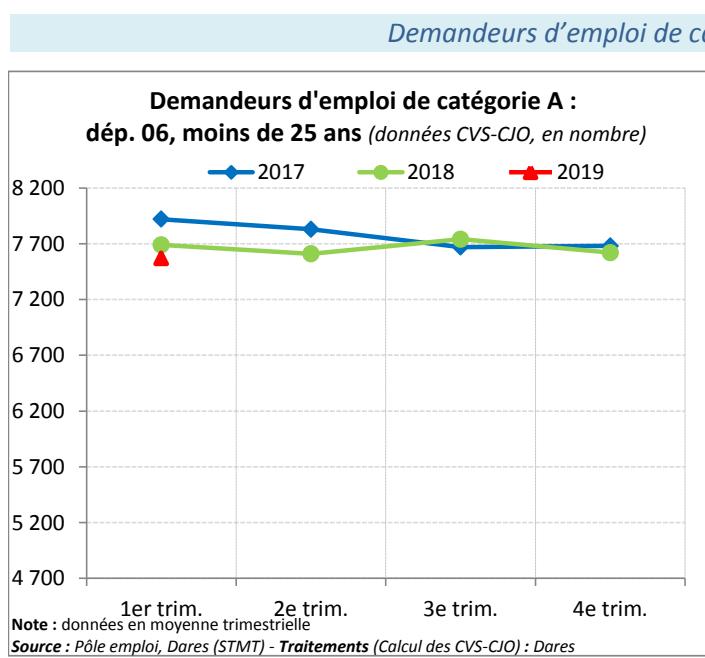
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 717 500 au T1 2019, soit une baisse de 1,0 % par rapport au T4 2018 (-17 770 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,1 % sur un an (-36 070 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites à Pôle emploi s'établit à 34 030. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,4 % (- 130 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,6 % (-550 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 159 360 au T1 2019, soit une baisse de 0,2 % par rapport au T4 2018 (-270 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,8 % sur un an (-1 230 demandeurs d'emploi).

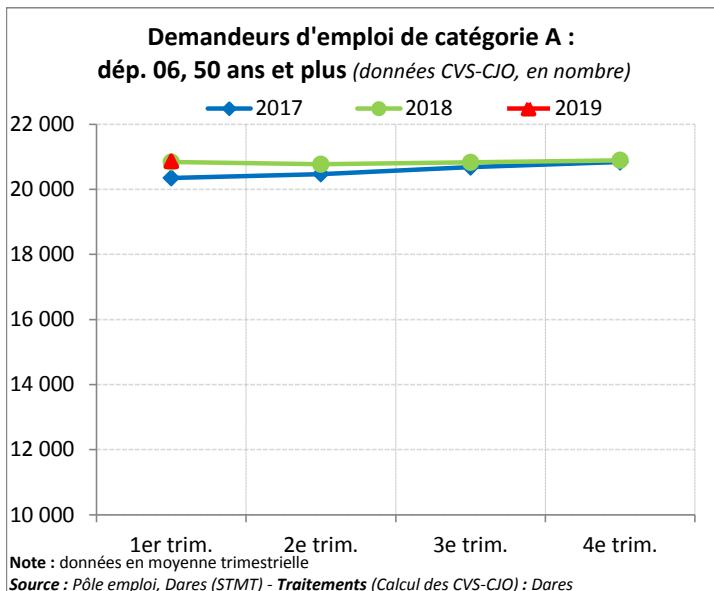
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 674 400 au T1 2019, soit une baisse de 0,4 % par rapport au T4 2018 (-6 470 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-17 000 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 7 570. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,7 % (-50 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,6 % (-120 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 40 800 au T1 2019, soit une hausse de 0,4 % par rapport au T4 2018 (+180 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,2 % sur un an (-90 demandeurs d'emploi).

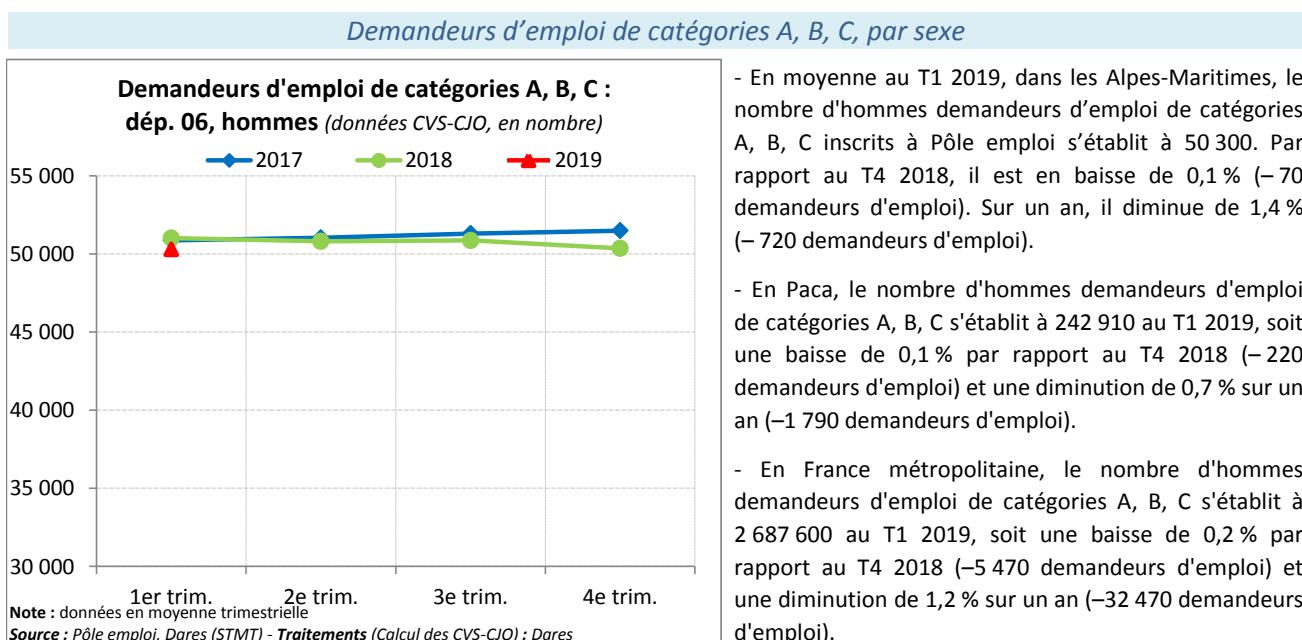
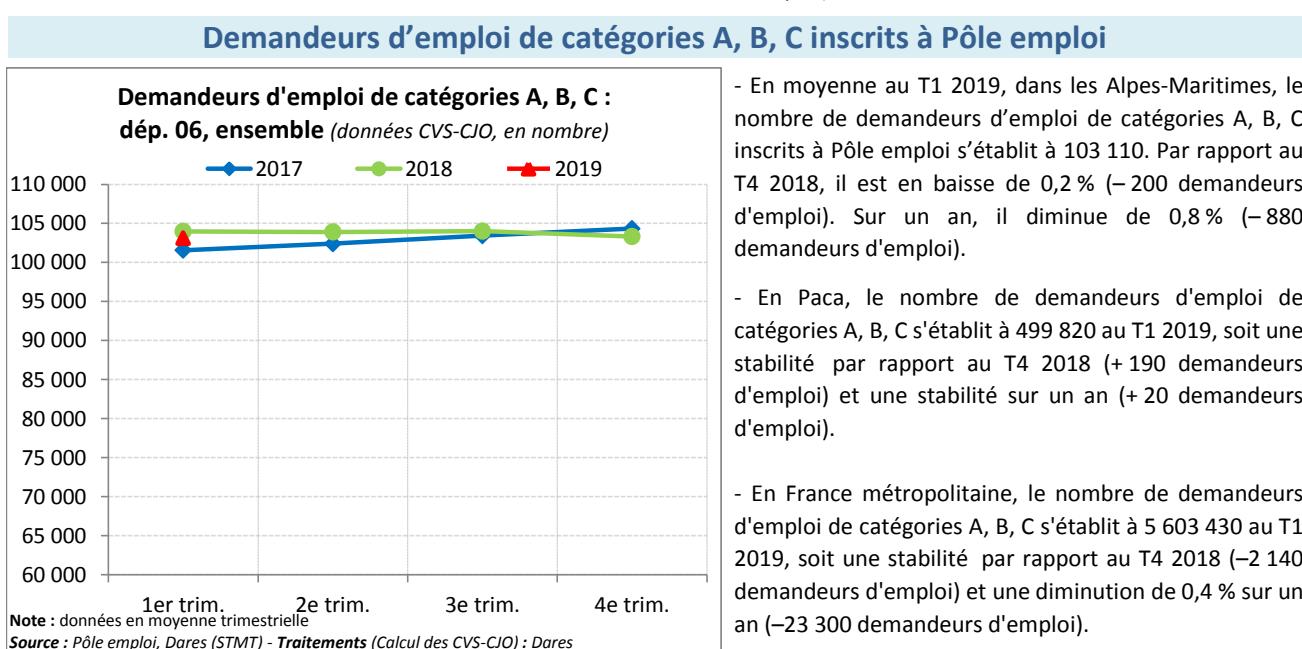
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 458 400 au T1 2019, soit une stabilité par rapport au T4 2018 (-30 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-4 570 demandeurs d'emploi).

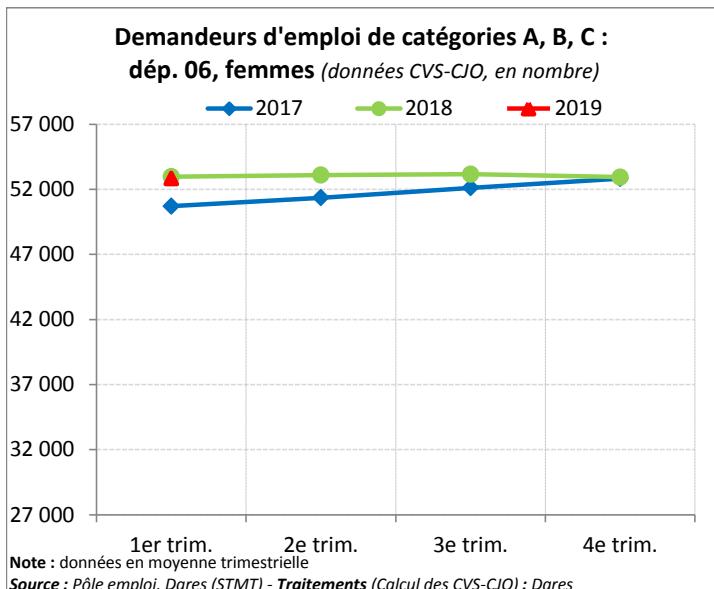


- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 20 860. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,1% (-30 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,1% (+20 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 90 890 au T1 2019, soit une baisse de 0,1% par rapport au T4 2018 (-60 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,2% sur un an (+210 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 916 400 au T1 2019, soit une baisse de 0,4% par rapport au T4 2018 (-3 970 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,1% sur un an (-1 230 demandeurs d'emploi).

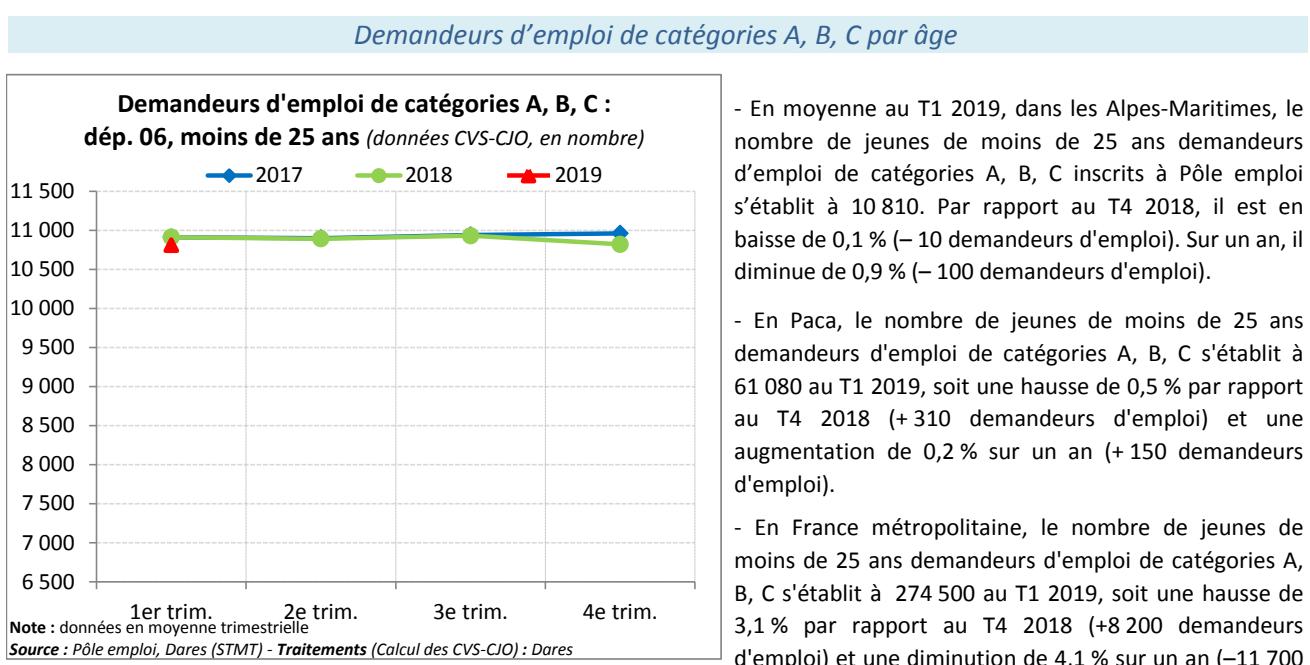




- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi s'établit à 52 820. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,2 % (- 120 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,3 % (- 150 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 256 910 au T1 2019, soit une hausse de 0,2 % par rapport au T4 2018 (+ 410 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,7 % sur un an (+1 810 demandeurs d'emploi).

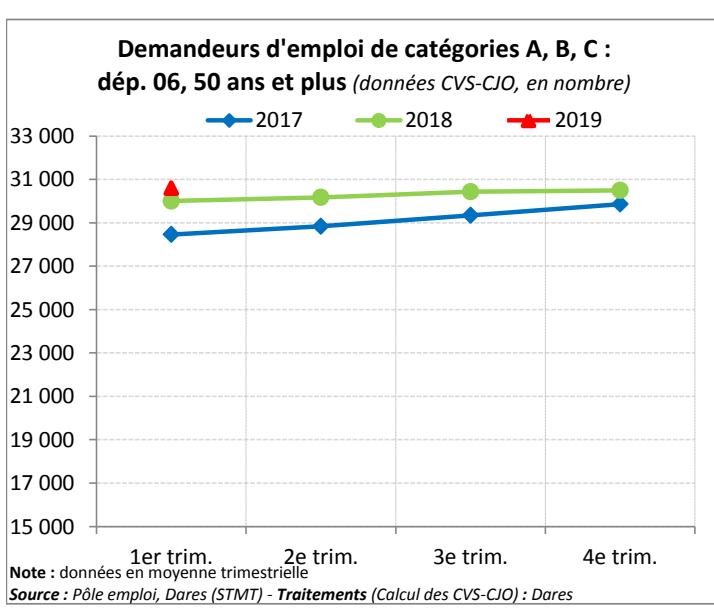
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 915 830 au T1 2019, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T4 2018 (+3 330 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,3 % sur un an (+9 160 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 10 810. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,1 % (- 10 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,9 % (- 100 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 61 080 au T1 2019, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T4 2018 (+ 310 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,2 % sur un an (+ 150 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 274 500 au T1 2019, soit une hausse de 3,1 % par rapport au T4 2018 (+8 200 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,1 % sur un an (-11 700 demandeurs d'emploi).

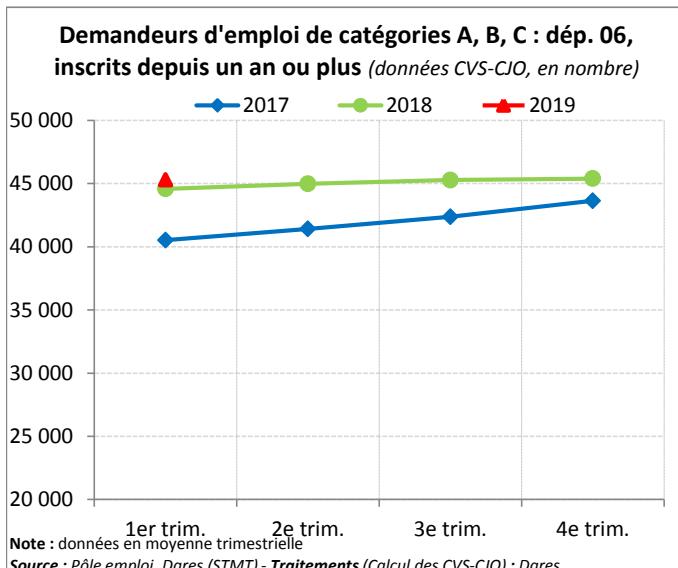


- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 30 600. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 0,3 % (+ 100 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,0 % (+ 600 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 136 340 au T1 2019, soit une hausse de 0,6 % par rapport au T4 2018 (+ 750 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,6 % sur un an (+3 480 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 438 170 au T1 2019, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T4 2018 (+6 670 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,2 % sur un an (+30 570 demandeurs d'emploi).

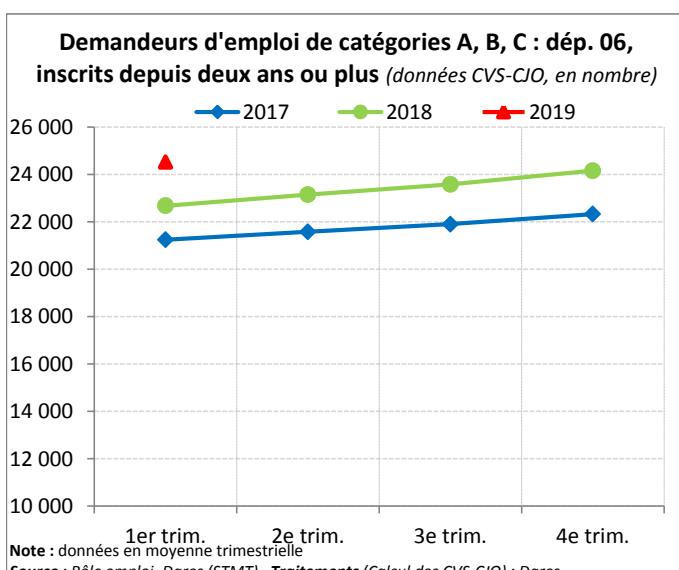
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 45 300. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,2 % (-100 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,6 % (+710 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 230 700 au T1 2019, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T4 2018 (+1 060 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,0 % sur un an (+8 770 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 656 870 au T1 2019, soit une hausse de 0,3 % par rapport au T4 2018 (+7 270 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,3 % sur un an (+86 040 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 24 520. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 1,5 % (+360 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 8,1 % (+1 840 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 126 510 au T1 2019, soit une hausse de 1,9 % par rapport au T4 2018 (+2 380 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,4 % sur un an (+10 850 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 494 030 au T1 2019, soit une hausse de 1,8 % par rapport au T4 2018 (+26 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,8 % sur un an (+95 030 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T1 2019	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	10 340	1,4	2,6
Paca	47 780	2,9	2,1
France métro.	532 200	3,9	2,9

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 1,4 % par rapport au T4 2018. Sur un an, elles progressent de 2,6 %.

- En Paca, les entrées sont en hausse de 2,9 % par rapport au trimestre précédent.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 3,9 % par rapport au trimestre précédent.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T1 2019	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	10 400	1,5	1,1
Paca	47 610	1,9	2,1
France métro.	527 500	1,3	2,7

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T1 2019, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 1,5 % par rapport au T4 2018. Sur un an, elles progressent de 1,1 %.

- En Paca, les sorties sont en hausse de 1,9 % par rapport au trimestre précédent.

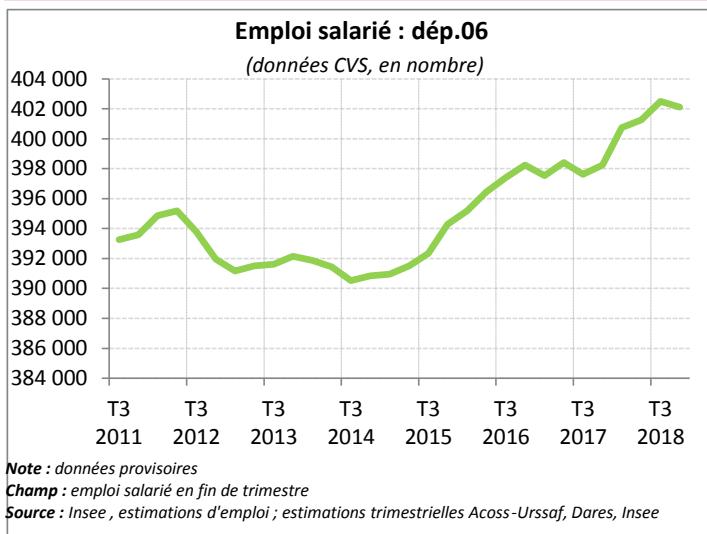
- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

Emploi

Emploi salarié

L'évolution de l'emploi salarié s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.

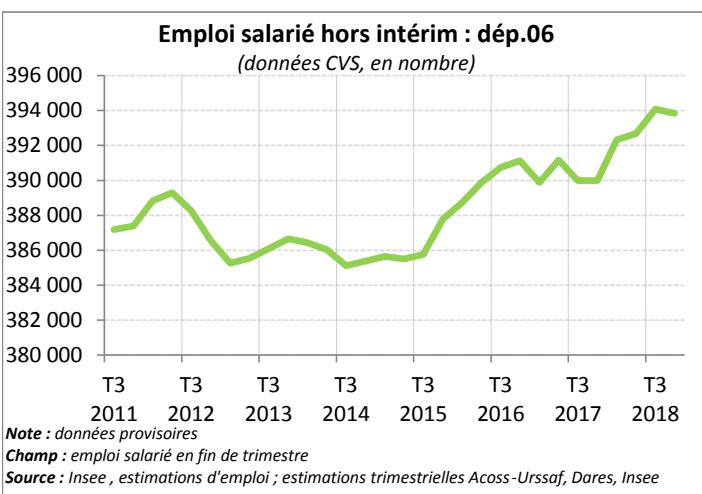
Avertissement : à partir des données portant sur le 1er trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et des particuliers employeurs (voir p. 11) ; les séries d'emploi intérimaire ont été fortement révisées suite au traitement du passage à la Déclaration sociale nominative (DSN) dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements, qui a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique.



- A la fin du T4 2018, les Alpes-Maritimes comptent 402 115 salariés. C'est 382 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 3 883 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).

- A la fin du T4 2018, Paca compte 1 846 083 salariés. C'est 588 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 13 185 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).

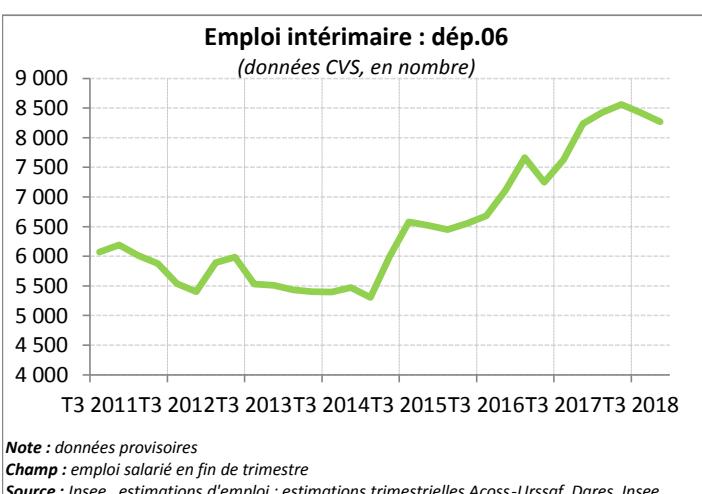
- A la fin du T4 2018, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés s'établit à 24 692 415. C'est 52 112 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 146 263 de plus qu'un an auparavant (+0,6 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 393 844 à la fin du T4 2018 dans les Alpes-Maritimes. C'est 232 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 3 849 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 1 794 704 à la fin du T4 2018. C'est 533 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 12 582 de plus qu'un an plus tôt (+0,7 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 23 915 041 à la fin du T4 2018. C'est 64 401 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 174 406 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).



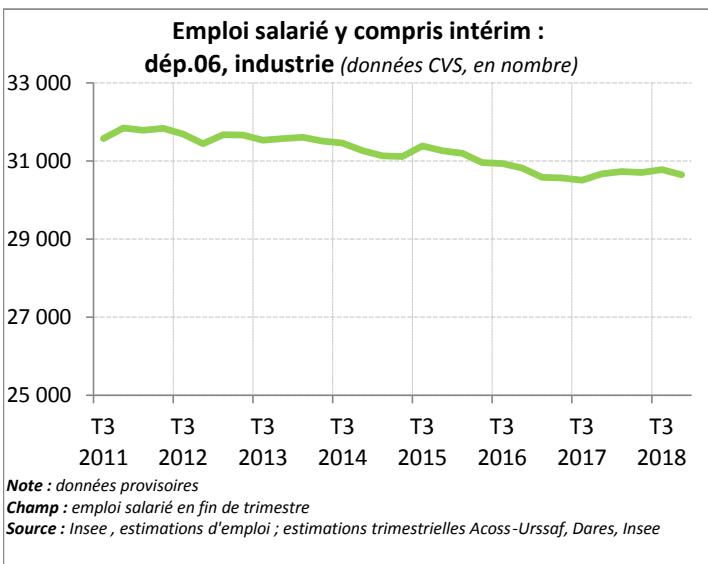
- A la fin du T4 2018, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 8 271 dans les Alpes-Maritimes. C'est 150 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-1,8 %) et 34 de plus qu'un an auparavant (+0,4 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 51 379 à la fin du T4 2018. C'est 55 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 603 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 777 374 à la fin du T4 2018. C'est 12 289 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-1,6 %) et 28 143 de moins qu'un an auparavant (-3,5 %).

Emploi salarié, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

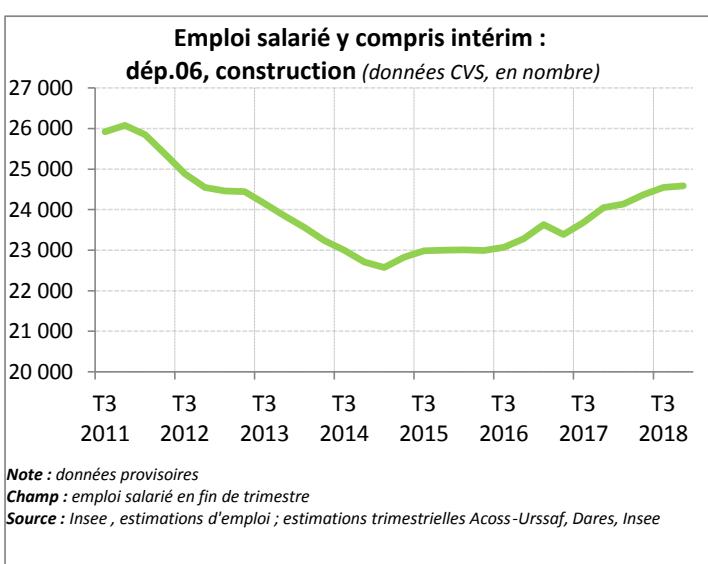
Pour mieux apprécier les secteurs d'activité au niveau régional, le Sese de la Dirccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés ceux hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Les données présentes ici sont donc différentes de celles publiées par l'Insee.



- A la fin du T4 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 30 651. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 127 (-0,4 %) : -13 emplois hors intérim et -114 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 22 (-0,1 %).

- A la fin du T4 2018, Paca compte 166 879 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre augmente de 134 (+0,1 %) : +195 emplois hors intérim et -62 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 735 (+1,1 %).

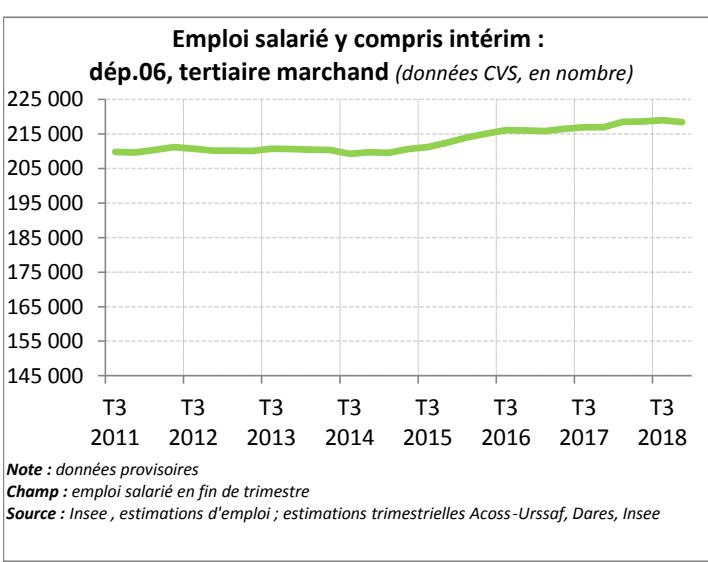
- A la fin du T4 2018, la France métropolitaine compte 3 408 062 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre baisse de 470 (-0,0 %) : +6 223 emplois hors intérim et -6 693 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 18 954 (-0,6 %).



- A la fin du T4 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 24 584. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 37 (+0,2 %) : -19 emplois hors intérim et +56 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 537 (+2,2 %).

- A la fin du T4 2018, Paca compte 116 356 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre augmente de 10 (+0,0 %) : +399 emplois hors intérim et -389 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 816 (+1,6 %).

- A la fin du T4 2018, la France métropolitaine compte 1 502 554 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre augmente de 1 723 (+0,1 %) : +6 554 emplois hors intérim et -4 831 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 19 339 (+1,3 %).



- A la fin du T4 2018, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 218 471. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 492 (-0,2 %) : -427 emplois hors intérim et -65 intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 471 (+0,7 %).

- A la fin du T4 2018, Paca compte 903 405 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre augmente de 317 (+0,0 %) : -103 emplois hors intérim et +419 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 7 061 (+0,8 %).

- A la fin du T4 2018, la France métropolitaine compte 11 653 252 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre augmente de 42 458 (+0,4 %) : +44 230 emplois hors intérim et -1 772 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 140 497 (+1,2 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Avertissement :

-À partir de janvier 2018, les **CUI-CAE** sont transformés en **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il n'y a ainsi plus d'embauches en CUI-CAE. Le recours aux **CUI-CIE** est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement. Pour plus d'informations, voir « **Définitions : politiques d'aide à l'emploi** » en page 12.

-A compter du 1er janvier 2018 le dispositif **Emploi d'avenir** est mis en extinction. Dès lors, le recours à ce type de contrat aidé n'est plus autorisé. Les Emplois d'avenir ne sont donc plus affichés dans la présente synthèse conjoncturelle.

-Suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des **contrats de professionnalisation** sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Contrats uniques d'insertion/Parcours emploi compétences (CUI/PEC)

Embauches en CUI/PEC (y compris reconductions)

		T4 2018	T4 2017
Dép. 06	CUI/PEC	634	861
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	634	861
	CUI-CIE (marchands)	0	0
Paca	CUI/PEC	3 401	3 839
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	3 401	3 770
	CUI-CIE (marchands)	0	69
France métro.	CUI/PEC	25 219	28 978
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	25 026	28 367
	CUI-CIE (marchands)	193	611

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares

- Au cours du T4 2018, dans les Alpes-Maritimes, 634 CUI/PEC sont signés ou reconduits, soit 227 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 3 401 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 438 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

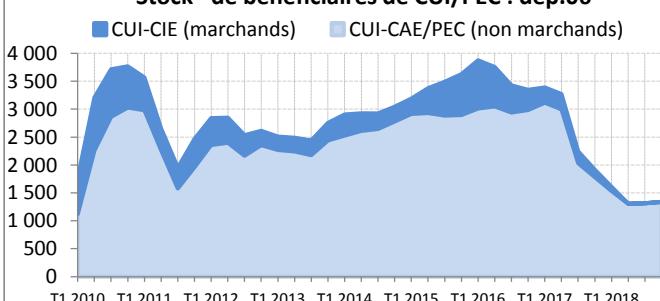
- En France métropolitaine, 25 219 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 3 759 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- A la fin du T4 2018, les Alpes-Maritimes comptent 1 339 bénéficiaires de CUI/PEC (dont 100 % dans le secteur non marchand), soit 576 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 7 888 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T4 2018, soit 4 031 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 93 397 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T4 2018, soit 76 167 de moins qu'un an auparavant.

Stock* de bénéficiaires de CUI/PEC : dép.06



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares

Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Embauches en CDDI (*y compris reconductions*)

		T4 2018	T4 2017
Dép. 06	CDDI	280	345
	CDDI non marchands	228	285
	CDDI marchands	52	60
Paca	CDDI	2 623	2 553
	CDDI non marchands	2 129	2 092
	CDDI marchands	494	461
France métro.	CDDI	40 653	39 501
	CDDI non marchands	31 179	30 459
	CDDI marchands	9 474	9 042

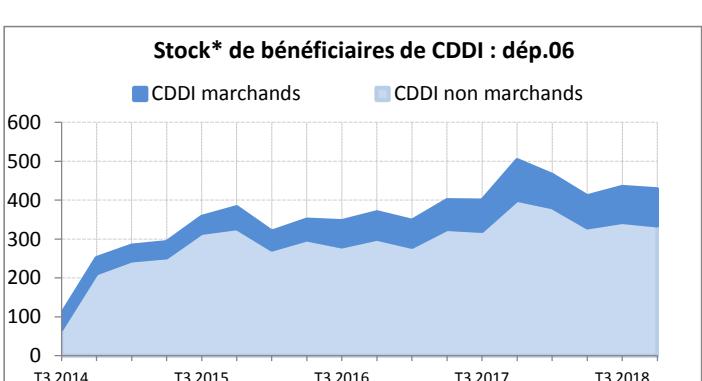
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

Source : ASP - Traitements : Dares

- Au cours du T4 2018, dans les Alpes-Maritimes, 280 CDDI sont signés ou reconduits, soit 65 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 2 623 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 70 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 40 653 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 1 152 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

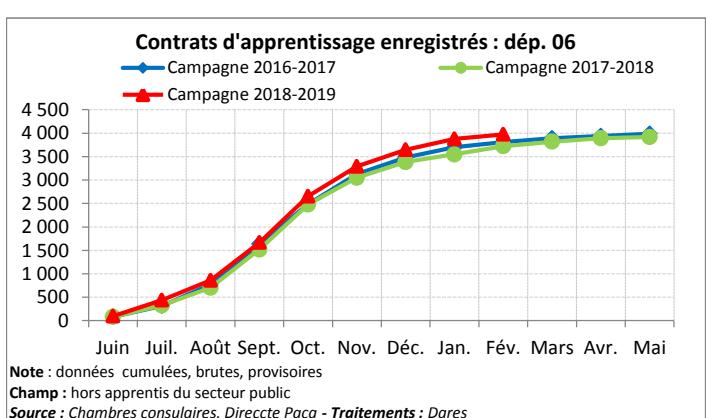


- A la fin du T4 2018, les Alpes-Maritimes comptent 428 bénéficiaires de CDDI (dont 78 % dans le secteur non marchand), soit 75 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 4 230 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T4 2018, soit 72 de moins qu'en 2017.

- En France métropolitaine, 62 677 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T4 2018, soit 2 598 de moins qu'en 2017.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2018 à février 2019, les Alpes-Maritimes enregistrent 3 976 contrats d'apprentissage, soit 254 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 19 926 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2018 à février 2019, soit 980 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 285 692 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2018 à février 2019, soit 10 955 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Définitions : chômage et demande d'emploi

Le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

Définitions : emploi

Jusqu'aux données portant sur le 4^{ème} trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs. **À partir de la validité des données portant sur le 1^{er} trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié.** Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données concernant ces salariés sont disponibles à partir du 4^{ème} trimestre 2010.

Par ailleurs, à partir des résultats portant sur le 1^{er} trimestre 2017, soit **depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares**, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. A ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, **l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental.** Il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, **le Sese de la Direccete Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim** : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes ici sont différentes de celles publiées par l'Insee.**

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

Les contrats aidés. Un contrat aidé est un contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, et le volume de contrats est piloté par les pouvoirs publics aux niveaux régional et national. Le ciblage sur les publics les plus éloignés du marché du travail ainsi que le suivi physico-financier sont deux caractéristiques qui les distinguent des emplois aidés. En effet, pour ces derniers, les aides sont générales et/ou non pilotées. En 2018, on distingue deux principaux types de contrats aidés :

- le Contrat unique d'insertion (CUI) dans le secteur non marchand devient le **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il s'appuie sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs. Son objectif est l'insertion professionnelle des publics éloignés du marché du travail, alliant mise en situation professionnelle, accès facilité à la formation et acquisition de compétences. La signature d'un PEC ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'Etat, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le recours aux CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement ;

- le **Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'Etat. En conséquence, pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le recours aux contrats aidés a pris fin au 1^{er} juillet 2014 et le CUI est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une Entreprise d'insertion (EI).

En outre, la mise en œuvre des PEC s'inscrit dans la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) qui réunit, pour en promouvoir une gestion globale, les crédits des PEC et de l'IAE. L'objectif de ce fonds est de permettre une meilleure cohérence de l'offre d'insertion en fonction des spécificités des territoires et des besoins des populations. Le volume de ce fonds est déterminé annuellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). En 2018, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie ainsi de près de 9 % de l'enveloppe financière nationale du FIE, qui représente environ 1,3 milliard d'euros en France métropolitaine.

Les contrats en alternance. Ils combinent l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire la formation des alternants. Cependant, les modalités d'exécution de ces contrats de travail diffèrent notamment sur la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Il en existe deux :

- le **contrat d'apprentissage**, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans. ;
- le **contrat de professionnalisation**, s'inscrit dans le cadre de la formation continue. Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans ou plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou d'un CUI.

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccete / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
PEC.....	Parcours emploi compétences
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Lorsque les données sont brutes, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccete Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccete Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccete.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccete.gouv.fr